



LE SPS DÉCOUVRE LES BUREAUX... MAIS PAS LES PERSONNELS QUI Y TRAVAILLENT

DISP Marseille

Dans son tract régional daté du 1er juin 2026, intitulé "LA DISP CAVIAR : LE MÉPRIS EN 1 000 M²", le SPS-CEA a choisi la caricature, l'outrance et la division. Derrière un titre racoleur et des slogans faciles, ce tract attaque frontalement l'extension des locaux de la DISP Marseille, comme si les personnels qui y travaillent étaient des privilégiés installés dans le confort, loin des réalités de l'administration pénitentiaire.

Cette présentation est absurde, hypocrite et profondément méprisante.

La réalité, c'est que les bureaux de la DISP Marseille sont eux aussi occupés par des personnels de l'administration pénitentiaire. Des personnels qui travaillent parfois dans des algécos, parfois entassés à quatre dans des bureaux prévus pour deux, parfois dans des locaux inadaptés, saturés ou vieillissants.

La DISP Marseille n'accueille pas de détenus, c'est un fait. Mais elle fait partie intégrante de l'administration pénitentiaire. Elle participe au fonctionnement des établissements, au suivi des dossiers, à la gestion des ressources humaines, de la paye, des budgets, des travaux, de la sécurité, de la logistique et de l'ensemble des sujets qui permettent aux structures de tenir debout au quotidien.

Alors non !! Améliorer les conditions de travail des agents de la DISP marseille n'est pas une honte.

Non !! Réorganiser des locaux saturés n'est pas du "caviar".

Non !! Les personnels qui travaillent "derrière les bureaux" ne sont pas des moins que rien.



Quand le SPS écrit fièrement : "Le syndicat qui défend les personnels qui travaillent derrière les murs, pas derrière les bureaux", il ne critique plus seulement un projet immobilier. Il exclut volontairement toute une partie des personnels de l'administration pénitentiaire.

C'est une phrase grave et discriminante qui oppose les personnels entre eux. Elle résume parfaitement le problème de ce syndicat mono-catégoriel qui a une vision fermée, corporatiste, sans ouverture d'esprit et qui finit par considérer que seuls certains personnels méritent d'être défendus. À l'UFAP UNSa Justice, nous ne partageons pas cette logique.

Oui, les établissements pénitentiaires manquent de moyens.

Oui, les détentions sont en grande difficulté.

Oui, les personnels de surveillance subissent la surpopulation, l'insécurité, les sous-effectifs et la dégradation constante de leurs conditions de travail.

Mais utiliser cette réalité pour dénigrer d'autres personnels est indigne. Le combat syndical sérieux ne consiste pas à réclamer moins pour les uns. Il consiste à obtenir plus pour tous.

Contrairement à ce que le SPS laisse entendre avec ses dessins caricaturaux de directeurs bedonnants au champagne, l'extension des locaux de la DISP Marseille ne concerne pas les « suites » des directeurs interrégionaux.. Cette opération concerne en priorité les espaces de travail pour des agents qui, eux aussi, ont droit à des conditions dignes. Mais le SPS préfère les raccourcis populistes aux réalités de terrain. C'est tellement plus simple de dessiner un gros bonhomme en costume que de s'informer sur qui occupe réellement ces bureaux. Gardez votre fantasme des "salons" et du "caviar" pour vos petites soirées entre amis.

Le SPS vient « de temps à autre » (quand ça les arrange) participer aux instances interrégionales bien sagement assis sur leur chaise. Quand il s'agit de dialogue social, ses représentants savent très bien s'asseoir autour de la table, bien au chaud, avec leur café. Mais à quand une vraie visite dans nos bureaux ?

À quand un regard honnête sur nos conditions de travail, sur les algécos, les bureaux surchargés, les agents entassés et la réalité quotidienne des personnels de la DISP Marseille ?

Qu'ils viennent dire en face aux agents concernés qu'ils ne méritent pas d'amélioration.

Qu'ils viennent assumer leur slogan devant les collègues qu'ils méprisent.

Opposer les établissements à la DISP Marseille, les détentions aux bureaux, les surveillants aux administratifs, c'est faire le jeu d'une administration qui n'a même plus besoin de diviser les agents puisque certains s'en chargent à leur place.

**Derrière chaque mur, il y a des agents.
Derrière chaque bureau aussi !!**



Il faut mesurer ce que représente réellement cette affaire.

Pendant des années, les établissements ont été sommés de faire des économies sur tout. Chaque demande est devenue un combat, chaque dépense est regardée comme un problème, chaque besoin essentiel doit être justifié, négocié, repoussé ou abandonné.

Dans certaines structures, les personnels travaillent dans des locaux délabrés pendant qu'on leur explique qu'il n'y a pas les crédits nécessaires pour rénover. Dans certains services, on repousse des travaux pourtant indispensables parce qu'il manque quelques milliers d'euros.

Dans les établissements, on compte les crayons pendant ce temps-là, la Direction Interrégionale trouve tranquillement 4,4 millions d'euros pour agrandir ses bureaux.

Pas pour construire un nouvel établissement, pas pour renforcer la sécurité, pas pour améliorer les conditions de travail dans les détentions, pas pour soutenir des prisons qui s'effondrent sous la surpopulation et le manque d'effectifs.

Pour agrandir des bureaux déjà existants, voilà la réalité ! Et après cela, il faudrait encore écouter les discours sur les contraintes budgétaires ? Après cela, il faudrait encore croire qu'il n'y a plus d'argent ? Cette opération est obscène, elle intervient dans une administration où les établissements passent leur temps à gérer la misère.

Une administration où les personnels compensent quotidiennement les carences d'un système à bout de souffle. Une administration où les chefs d'établissement bricolent pour maintenir les structures ouvertes malgré le manque chronique de moyens. Mais visiblement, lorsqu'il s'agit du confort administratif, les miracles budgétaires existent encore, 4,4 millions d'euros pour des bureaux (soit 4400 euros le m², 4,4 x 1000 euros le bureau de 10m²). Dans une administration caodestes aux établissements au nom de la rigueur financière. À ce niveau, ce n'est plus de la maladresse. C'est une provocation. Le plus grave dans cette histoire, ce n'est même c'est le message envoyé aux personnels :

"Pour vous, il faudra continuer à faire avec moins. Pour nous, il y aura toujours des millions."

C'est précisément cette mentalité qui éceure aujourd'hui les agents, car pendant que les personnels encassaient la violence, la fatigue, la surpopulation et la dégradation permanente de leurs conditions de travail, une partie de l'administration semble vivre dans un autre monde. Un monde où l'on trouve 4,4 millions d'euros pour agrandir des bureaux alors que les prisons, elles, tombent littéralement en morceaux.

Cette décision est le symbole d'une administration devenue incapable de comprendre ce qu'elle demande quotidiennement à ses personnels. Une administration qui parle d'efforts aux autres mais qui s'épargne les siens.

Une administration qui demande aux établissements de survivre pendant qu'elle investit dans son propre confort. Voilà pourquoi les personnels parlent aujourd'hui de DISP CAVIAR. Parce qu'à force de voir les prisons se serrer la ceinture pendant que les bureaux s'agrandissent, le fossé est devenu impossible à ignorer et à un moment, les agents finissent toujours par comprendre une chose très simple :

L'argent existe, il ne va simplement jamais au bon endroit.

Le bureau Régional SPS-CEA
Le 1^{er} juin 2026



Marseille, le 05 juin 2026

Le bureau local UFAP UNSa Justice
de la DISP Marseille